

L'écrasant score du candidat Chirac au second tour des élections présidentielles de 2002 a décomplexé une droite qui paraissait pourtant à bout de souffle, n'ayant pour principal argument que la surenchère sécuritaire dans laquelle elle entraînait le P.S.. Les gouvernements Raffarin, les plus droitiers que la France aura connu depuis Vichy, ont pu faire passer à la hussarde les réformes qu'appelaient le patronat et certaines "élites" depuis le début des années 90 (et qu'un mouvement social en 1995 avait renvoyé aux calendes grecques). Cette droite revancharde étant d'autant plus décomplexée qu'un premier galop d'essai lui donnait toute satisfaction : la faible mobilisation de la gauche, voire de l'extrême gauche avant le vote des lois Perben-Sarkozy (les plus liberticides pourtant depuis l'époque de la guerre d'Algérie) lui permettait ensuite de réaliser les objectifs de sa politique libérale sans se soucier d'éventuels revers électoraux dans des élections sans enjeux nationaux.

C'est sur ce terrain qu'est né le sarkozysme. Il s'agit d'un mélange de thatchérisme (pour la politique néolibérale et la casse du service public), de berlusconisme (pour les paillettes et la construction d'un "homme providentiel"), et de lepénisme (pour la démagogie populiste). Cette droite s'avère plus dangereuse que toutes celles qui l'ont précédée. Une dangerosité qui apparaît à travers des déclarations, des rapports, des propositions de lois (en terme de contrôles social, policier et médiatique), et plus encore par la reprise des thèmes récurrents de l'extrême droite. Cette politique néolibérale, populiste, voire communautariste (en s'inspirant de l'exemple américain) entend imposer un modèle de société entièrement soumise aux lois du marché, davantage inégalitaire, décérébrante et décervelante (des jeux, de la culture people, du culte de la personnalité, la haine de la pensée), et particulièrement répressive envers ceux qui rejetteraient ce modèle.

Si, comme il y a tout lieu de le craindre, Sarkozy sortait vainqueur du second tour des présidentielles, la seule attitude conséquente avec l'analyse ci-dessus serait d'en refuser le verdict . Quand, de surcroît, des représentants de la société civile et des mondes syndical et associatif (qui n'ont rien de "radicaux") estiment que Sarkozy "représente un danger pour la démocratie", il paraît vain de vouloir encore se soumettre ici à la sentence des urnes. Nous proposons à tous ceux qui se reconnaîtraient dans cette condamnation sans appel du sarkozysme à venir manifester dans les rues de Paris (ou de toute autre ville de France) le soir du 6 mai en cas de victoire de Sarkozy. Nous invitons préalablement les personnes concernées à nous contacter et à venir nous rejoindre pour créer des comités "pas de Sarkozy !". Il reste juste 6 semaines pour nous donner les moyens de riposter à la mesure de cet enjeu.